



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de la concertation publique

Saint-Lô, le **22 JUL. 2025**

Affaire suivie par : Nadège PAISANT
Tél : 02.33.75.49.46
nadege.paisant@manche.gouv.fr

Réf : 172-07/2025/NP

Le Préfet
à
Monsieur le Président
de la Communauté d'Agglomération
le Cotentin

Objet : Etablissement Plate-Forme environnementale du Becquet – Le Becquet – Tourlaville – 50100 Cherbourg-en-Cotentin.

Par courrier du 7 juillet 2025, vous avez émis certaines observations relatives au projet d'arrêté de mise en demeure transmis pour procédure contradictoire le 20 juin 2025 et concernant le site implanté Le Becquet – Tourlaville – 50100 Cherbourg-en-Cotentin.

Toutefois, les observations émises ne permettent pas de lever toutes les non-conformités constatées lors de la visite du 20 juin 2025.

Par conséquent, je vous prie de trouver, en pièce jointe, l'arrêté préfectoral de mise en demeure afin de respecter certaines dispositions applicables pour les installations de transit et de traitement de déchets non dangereux situées sur la commune déléguée de Tourlaville.

Mes services restent naturellement à votre disposition pour vous apporter toute précision complémentaire.

**Pour le Préfet
La Cheffe de bureau**

Marylène LESOUEF



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
**Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial**
Bureau de l'environnement et de la concertation publique

Réf N°25-134

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

mettant en demeure la communauté d'agglomération du Cotentin de respecter certaines dispositions applicables pour ses installations de transit et de traitement de déchets non dangereux situées sur la commune Cherbourg-en-Cotentin (commune déléguée de Tourlaville)

LE PRÉFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L. 171-7, L.171-8, L. 171-11, L. 511-1 et L.514-5 ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 94-3279, n° 94-3280, n° 94-3281 et n° 94-3282 du 19 août 1994 autorisant la communauté urbaine de Cherbourg à exploiter respectivement un centre de tri, une déchèterie, une installation de compostage et une station de transit sur la commune de Tourlaville ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 n° 23-108 portant regroupement et modification des prescriptions applicables aux installations classées du pôle environnemental du Becquet exploité par la communauté d'agglomération du Cotentin sur la commune de Cherbourg-en-Cotentin (commune déléguée de Tourlaville), et dont les prescriptions remplacent l'intégralité des prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 94-3279, n° 94-3280, n° 94-3281 et n° 94-3282 du 19 août 1994 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 27 mai 2025 établi suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 11 avril 2025 ;

Vu le courrier de transmission à l'exploitant dudit rapport d'inspection et du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, en date du 20 juin 2025, l'invitant à faire part de ses observations sous un délai de 15 jours, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, formulées par courrier du 7 juillet 2025 à la suite de la transmission susvisée ;

Considérant que la communauté d'agglomération du Cotentin est dûment autorisée par arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 susvisé à exploiter des installations de transit, une déchèterie et une plateforme de compostage sur la commune de Cherbourg-en-Cotentin ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du vendredi 11 avril 2025, il a été constaté que :

- la capacité de traitement autorisée de la plate-forme de compostage a été dépassée en 2023 et 2024 (plus de 12 000 t/an, soit une capacité d'environ 34 t/j pour une autorisation à 7 500 t/an soit 21 t/j), l'activité de compostage relevant de la rubrique ICPE n°2780 et étant soumise à enregistrement à compter de 30 t/j ;

- la vanne au niveau de l'aire de lavage permettant le confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie, devant être installée au plus tard le 31 décembre 2023, n'a pas été mise en place ;
- l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le débit des deux poteaux en fonctionnement simultané n'atteint pas 60 m³/h ;
- la citerne souple permettant de compléter la ressource en eau disponible en cas d'incendie, devant être installée au plus tard le 31 décembre 2023, n'a pas été mise en place ;
- l'exploitant n'a pas réalisé la modélisation des effets thermiques en cas d'incendie dans le bâtiment afin de déterminer l'emplacement de cette citerne ;
- la majorité des extincteurs présents sur le site et les deux robinets d'incendie armés (RIA) ont été vérifiés la dernière fois en mars 2023 ;
- le compte rendu de vérification des extincteurs par l'entreprise extérieure compétente indiquent que les extincteurs (environ 50) et les deux RIA ont été vérifiés la dernière fois le 28 mars 2023, à l'exception de 7 extincteurs vérifiés le 19 septembre 2024 ;
- les études de protection contre la foudre n'ont pas été réalisées ;

Considérant que ces constats constituent plusieurs non-conformités aux dispositions des articles 1.6.10.3 et 1.6.12 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 susvisé qui prescrivent que :

- *« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel [...]. Pour assurer cet objectif de confinement, l'exploitant prend d'ici au plus tard le 31 décembre 2023 les dispositions suivantes : [...]*
- *pour les eaux ruisselant sur l'aire de lavage : mise en place d'une vanne de confinement en amont du point de rejet au réseau public d'eaux pluviales et en aval du séparateur d'hydrocarbures. [...]* » ;
- *« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment: [...]*
 - *de deux poteaux incendie situés à l'entrée du site et sur le parking visiteurs du bâtiment administratif. D'un diamètre nominal DN100 ou DN150, ces poteaux fournissent un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et leurs prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'y alimenter. Ce débit minimal de 60 m³/h peut être assuré par prise simultanée sur les 2 poteaux incendie. La pression de chaque poteau dans ce cas de prise simultanée ne doit alors pas être inférieure à 35 m³/h.*
- *« [...] En complément de ces moyens, l'exploitant met en place d'ici le 31 décembre 2023 une réserve de type poche incendie de 120 m³ à moins de 100 m du bâtiment de regroupement des déchets d'emballage ménagers résiduels. Cette poche souple, ainsi que la zone d'aspiration associée, sont situées en dehors des zones d'effets thermiques correspondant à un flux de 3 kW/m² en cas d'incendie dans ledit bâtiment (cf. article 6.3 du présent arrêté). [...] » ;*
- *« [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...] » ;*

Considérant que les études de protection contre la foudre sont prescrites par l'article 1.6.9 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 susvisé ;

Considérant que les manquements susvisés :

- sont de nature à générer un risque supplémentaire pour la sécurité des personnes et l'environnement en cas de départ de feu et/ou d'incendie nécessitant l'intervention des moyens de secours ;
- sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que par courrier du 7 juillet 2025, en réponse au contradictoire, l'exploitant :

- justifie que l'activité de traitement des déchets végétaux sur la plateforme de compostage a été réalisée à hauteur de 6 602 tonnes en 2024, soit 21,85 t/j, respectant ainsi la capacité autorisée et restant inférieure au seuil du régime de l'enregistrement de 30 t/j ;
- transmet un bon de commande en date du 4 juillet 2025 pour la vanne de l'aire de lavage devant assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie et s'est engagé à réaliser les travaux mi-juillet 2025 ;
- s'engage à réaliser l'étude de dimensionnement de la réserve incendie et l'étude des flux thermiques dans un délai de 6 mois, sans calendrier de travaux d'installation de ladite réserve ;
- justifie de la vérification des extincteurs et des deux RIA en mai et juin 2025, le rapport de contrôle du 2 juin 2025 précisant que deux RIA doivent être remplacés, et s'engage au remplacement desdits RIA, sans préciser de délai ;
- s'engage à réaliser les études de protection contre la foudre, sans préciser de délai ;

Considérant que les observations susvisées ne permettent de lever toutes les non-conformités constatées lors de la visite du 20 juin 2025 ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas de non-respect des dispositions applicables à une installation classée, le préfet met l'exploitant en demeure de régulariser la situation dans un délai déterminé ;

Sur proposition de la Secrétaire générale,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Mise en demeure – Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie

La communauté d'agglomération du Cotentin, exploitant des installations de transit, une déchèterie et une installation de compostage sur la commune de Cherbourg-en-Cotentin, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 1.6.10.3 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023

« VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] »

Pour assurer cet objectif de confinement, l'exploitant prend d'ici au plus tard le 31 décembre 2023 les dispositions suivantes : [...]

- pour les eaux ruisselant sur l'aire de lavage : mise en place d'une vanne de confinement en amont du point de rejet au réseau public d'eaux pluviales et en aval du séparateur d'hydrocarbures. [...] »

Cette prescription sera réputée respectée lorsque l'exploitant aura justifié de la mise en place d'un dispositif permettant le confinement des eaux susceptibles d'être polluées ruisselant sur l'aire de lavage, avant leur rejet au milieu naturel.

ARTICLE 2 : Mise en demeure – Volume d'eau incendie

La communauté d'agglomération du Cotentin, exploitant des installations de transit, une déchèterie et une installation de compostage sur la commune de Cherbourg-en-Cotentin, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 1.6.12 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...]

- d'un bassin d'orage valant réserve incendie de 400 m³, situé au nord-est de la plate-forme de compostage. Cette réserve est alimentée par les eaux ruisselant sur la zone ouest du pôle environnemental. En vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, le bassin est équipé d'une aire d'aspiration ;
- de deux poteaux incendie situés à l'entrée du site et sur le parking visiteurs du bâtiment administratif. D'un diamètre nominal DN100 ou DN150, ces poteaux fournissent un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et leurs prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'y alimenter. Ce débit minimal de 60 m³/h peut être assuré par prise simultanée sur les 2 poteaux incendie. La pression de chaque poteau dans ce cas de prise simultanée ne doit alors pas être inférieure à 35 m³/h.

En complément de ces moyens, l'exploitant met en place d'ici le 31 décembre 2023 une réserve de type poche incendie de 120 m³ à moins de 100 m du bâtiment de regroupement des déchets d'emballages ménagers résiduels. Cette poche souple, ainsi que la zone d'aspiration associée, sont situées en dehors des zones d'effets thermiques correspondant à un flux de 3 kW/m² en cas d'incendie dans ledit bâtiment (cf. article 6.3 du présent arrêté). [...]

Le débit des deux poteaux incendie est contrôlé au moins tous les 24 mois, en fonctionnement isolé et en fonctionnement simultané. L'exploitant entreprend les travaux de modernisation au cas où le débit minimal de 60 m³/h ne serait plus atteint.

Cette prescription sera réputée respectée lorsque l'exploitant aura justifié :

- du calcul de la ressource en eau d'extinction nécessaire pour l'ensemble du site ;
- de l'évaluation de la ressource en eau d'extinction disponible et utilisable sur le site ;
- de la mise en place d'une citerne souple suffisamment dimensionnée en dehors des zones d'effets thermiques correspondant à un flux de 3 kW/m² ;
- du calendrier des travaux de modernisation concernant le débit des 2 poteaux incendie en fonctionnement simultané si cela s'avère nécessaire.

ARTICLE 3 : Mise en demeure – Moyens de lutte incendie

La communauté d'agglomération du Cotentin, exploitant des installations de transit, une déchèterie et une installation de compostage sur la commune de Cherbourg-en-Cotentin, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 1.6.12 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...]

- de deux robinets incendie armés (RIA) situés au niveau de la déchèterie et du quai de transfert d'ordures ménagères, alimentés par le réseau AEP ;

[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]

Cette prescription sera réputée respectée lorsque l'exploitant aura justifié du remplacement des deux robinets d'incendie armés tel que préconisé dans le procès verbal d'intervention du contrôleur externe.

ARTICLE 4 : Mise en demeure – Protection contre la foudre

La communauté d'agglomération du Cotentin, exploitant des installations de transit, une déchèterie et une installation de compostage sur la commune de Cherbourg-en-Cotentin, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 1.6.9 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023

« Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

L'exploitant dispose :

- d'une analyse du risque foudre (ARF) réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée et définit les niveaux de protection nécessaires aux installations ;*
- d'une étude technique, réalisée par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.*

[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] »

ARTICLE 5 : Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions des articles L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-1 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Caen, 3 rue Arthur Le Duc -BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée conformément aux articles L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration et R. 421-1 du code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : Information des tiers

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche : www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera adressé, pour information, au maire de Cherbourg-en-Cotentin ;

ARTICLE 8 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées, la communauté d'agglomération du Cotentin, ainsi que le maire de Cherbourg-en-Cotentin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le

22 mai 2025

Xavier BRUNETIERE

